

Sri Lanka : une guerre sans merci mais qui n'apporte pas de solution politique

lundi 18 mai 2009, par [Quatrième Internationale](#) (Date de rédaction antérieure : 18 mai 2009).

Dimanche 17 mai 2009, les armes des Tigres de Libération de l'Eelam Tamoule se sont tues et l'on a appris la mort de leur chef Vilupillai Prabhakaran. Cela met fin à une offensive militaire brutale et sans merci du gouvernement nationaliste chauvin cinghalais dirigé par Mahinda Rajapaksa. Durant plusieurs mois, le régime a sans répit pilonné et bombardé rebelles et civils tamouls dans sa prétendue « guerre contre le terrorisme ». Des hôpitaux, des écoles, des maisons ont été bombardés faisant plus de 7000 morts et 15000 blessés, des Tamouls ont été déplacés de force et parqués dans des camps de détention qu'ils n'ont pas le droit de quitter. Tous sont des civils innocents mais suspectés de terrorisme parce qu'appartenant à la minorité tamoule du nord et de l'est de l'île.

Cette victoire militaire ne mettra pas pour autant fin à un conflit politique qui dure depuis plusieurs décennies. Depuis 1948, date de l'indépendance, les minorités du Sri Lanka ont été systématiquement discriminées linguistiquement, culturellement et économiquement. Jusque dans les années 70, les Tamouls du nord-est de l'île ont revendiqué sans succès le respect de leurs droits et de leur culture par des moyens pacifiques. Cela a abouti à une radicalisation politique de la jeunesse tamoule et à l'émergence d'une lutte armée qui a duré près de 30 ans. Si l'on ne peut que condamner les attentats suicides et la violence des Tigres tamouls, la lutte pour le respect des droits et de la culture tamouls sont toujours d'actualité.

Cette guerre contre les Tigres Tamoul a servi de prétexte au régime autoritaire de Rajapaksa pour limiter les libertés démocratiques non seulement des minorités ethniques du pays mais aussi de tous les citoyens. Le gouvernement a lancé ses escadrons de la mort contre les journalistes indépendants et les critiques de sa politique guerrière.

Aucune paix durable ne sera possible sans la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple tamoul. L'autonomie doit être accordée aux régions à majorité non cingalaise et l'égalité entre les citoyens doit être garantie, seules garanties de paix et de démocratie dans un Etat multiracial et multi-culturel.

Une réelle démocratie ne peut exister sans respect des droits des minorités ethniques.

Le 18 mai 2008

Le bureau de la Quatrième Internationale